



FLASH DE CONJONCTURE



DIRECTION DES PREVISIONS, DES
POLITIQUES ET DES STATISTIQUES
ECONOMIQUES (DPPSE)

OCTOBRE 2020 - N°07/2020

Union – Discipline – Travail

SYNTHESE

En dépit d'un contexte international morose du fait de la crise sanitaire, l'environnement économique national s'améliore progressivement grâce à la levée d'un grand nombre de mesures de lutte contre la propagation du coronavirus. En outre, il continue de bénéficier de l'exécution du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire ainsi que de la réalisation des grands travaux d'infrastructures publics.

Au niveau sectoriel, à fin octobre 2020 et comparativement à la période correspondante de 2019, le secteur primaire enregistre une évolution contrastée des principales spéculations. Les productions de noix de cajou, de banane dessert, de sucre et de coton graine progressent tandis que celles de l'ananas, du cacao et du café se contractent. Le secteur secondaire se maintient en baisse, en glissement annuel. Dans le secteur tertiaire, les baisses d'activités des différentes branches s'amoindrissent progressivement. Concernant les prix à la consommation, ils s'accroissent de 2,5% en moyenne sur la période sous revue, suite au renchérissement conjoint des prix de la composante comestible (+4,4%) et de celle non comestible (+1,6%).

Le marché de l'emploi formel privé a bénéficié des mesures de soutien aux entreprises et la poursuite des investissements publics. A fin octobre 2020, le nombre de salariés dans le marché de l'emploi formel est en augmentation de 6,5% en glissement annuel, tiré à la fois par les secteurs public (+8,4%) et privé (+6,0%).

La situation des finances publiques est marquée par un reflux des recettes totales et dons de 1,4%, et une augmentation des dépenses totales et prêts nets de 18,7%, par rapport à leur niveau à fin octobre 2019. Il en est ressorti un solde budgétaire déficitaire de 1 565,7 milliards de FCFA financé grâce au recours au marché monétaire et financier.

S'agissant du commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur se contractent respectivement de 4,0% et 2,7%. Il se dégage un excédent commercial de 553,6 milliards de Franc CFA et les termes de l'échange s'améliorent de 5,2% grâce à la baisse des prix à l'importation.

La masse monétaire ressort en hausse de 21,9% en glissement annuel, en relation avec l'accroissement des actifs extérieurs nets (+37,1%), des créances sur l'économie (+7,1%) et des créances nettes sur l'Administration centrale (+36,1%).

L'activité boursière dans l'UEMOA est caractérisée au mois d'octobre 2020 par une hausse de l'indice BRVM composite de 1,5% et un recul de l'indice BRVM 10 de 0,2%, comparés à leurs valeurs du mois précédent.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Au niveau mondial, une reprise de l'activité a été enregistrée au troisième trimestre 2020, grâce à l'aplatissement de la courbe de contagion au coronavirus, à

l'assouplissement des mesures de distanciation sociale et à l'exécution de plans de soutien dans la plupart des pays dans le courant du deuxième trimestre

2020. Toutefois, avec le regain de la pandémie et l'instauration de nouvelles mesures restrictives, la reprise économique risque d'être freinée car fortement tributaire de la maîtrise de la Covid-19.

Dans ce contexte, le FMI a révisé, en octobre 2020, la prévision de croissance mondiale de -4,4% contre -5,2% annoncée en juin dernier. Les PIB de la zone euro, des Etats-Unis et du Royaume-Uni devraient fléchir respectivement de 8,3%, 4,3% et 9,8% en 2020. En revanche, la production de la Chine devrait croître de 1,9%. Le PIB de l'Afrique Subsaharienne se contracterait, quant à lui, de 3,0%.

Dans la zone UEMOA, les dernières prévisions situent le taux de croissance du PIB à 0,9% contre 5,8% en 2019. Toutefois, cette progression témoigne d'une résilience de la zone dans un contexte mondial morose.

Sur le marché des matières premières, en variation moyenne mensuelle, le cours du cacao recule de 6,7% au mois d'octobre 2020, en raison de la chute des broyages, baromètre de la demande mondiale. Il en est de même du cours moyen du pétrole brut qui décroît de 1,7% après sa remontée au mois de mai 2020, affecté par la faiblesse de la demande en lien avec les inquiétudes d'une seconde vague de contamination à la Covid-19 dans les pays de l'hémisphère nord. Par contre, les cours du coton (+5,5%), du caoutchouc (+10,7%) et de l'huile de palme (+3,2%) maintiennent leur tendance haussière observée depuis le deuxième trimestre 2020.

Concernant le cours de l'or (-1,1%), il s'inscrit en baisse en octobre 2020 après avoir atteint un pic en août 2020. Le métal jaune a souffert en octobre de son statut de

valeur refuge, alors que les investisseurs se tournaient vers des actifs à risque.

En moyenne sur les dix premiers mois de l'année, les cours du cacao (+2,4%), du café (+9,1%), de l'huile de palme (+25,1%) et de l'or (+27,3%) progressent en glissement annuel. Par contre, ceux du coton (-10,2%), du caoutchouc (-8,1%) et du pétrole brut (-36,3%) s'effritent.

Sur le marché des changes, comparé au mois précédent, l'euro se déprécie par rapport au dollar US. La monnaie européenne perd 0,1% de sa valeur par rapport à la monnaie américaine, au cours du mois d'octobre 2020, fragilisée par la perspective d'une faiblesse de l'activité dans la zone, en lien avec la recrudescence des cas d'infections à la Covid-19 qui a conduit des pays européens à annoncer de nouvelles mesures de confinement.

Au plan national, avec la levée de la plupart des mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19, l'environnement économique se normalise progressivement après les fortes perturbations enregistrées au premier semestre 2020.

Par ailleurs, la mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) a permis de soutenir les opérateurs économiques les plus affectés par la crise économique engendrée par la pandémie de la Covid-19. Ces appuis ont profité aussi bien aux grandes entreprises, aux Petites et Moyennes Entreprises du secteur formel qu'aux acteurs du secteur informel.

Les bénéficiaires du Fonds d'Appui aux acteurs du Secteur Informel (FASI) proviennent des secteurs du commerce (58,5%), de la restauration (15,7%), de l'artisanat (13,7%), du transport (4,1%), de

« la culture et des loisirs » (3,6%) et des autres services (4,4%).

De même, à fin octobre 2020, le Fonds de Solidarité et de Soutien d'Urgence Humanitaire (FSSUH) a permis d'accorder un appui financier sous forme de transferts monétaires à 15 857 personnes mises au chômage sur une cible de 20 706 et à 143 424 ménages vulnérables.

Le secteur agricole est quant à lui impacté par la crise sanitaire à travers la perturbation des circuits de commercialisation, la baisse de prix de certaines cultures suite au repli de la demande et les difficultés d'approvisionnement en intrants (semences, engrais).

En ce qui concerne la gestion de la Covid-19, l'exécution du plan de riposte sanitaire a permis d'accroître la mobilité du personnel soignant et la disponibilité des médicaments. Elle a également favorisé l'amélioration des capacités de prises en charge de personnes infectées par le coronavirus. A fin octobre 2020, le taux de guérison se situe à 98,3%, soit 20 365 personnes guéries sur un total de 20 716 personnes déclarées positives. Aussi, le nombre de nouvelles contaminations est ressorti à 992 au mois d'octobre 2020, contre 1 657 enregistrées au mois de septembre 2020, soit un recul de 40,1%.

*Réalisations sectorielles à fin octobre 2020 comparées à celles à fin octobre 2019, sauf indication contraire.
Valeurs en FCFA*

Secteur réel

Sur les dix premiers mois de l'année 2020, l'activité économique est marquée par l'impact de la Covid-19.

Secteur primaire

Le secteur primaire est caractérisé par une évolution contrastée des principales spéculations de l'agriculture d'exportation. En effet, les productions de noix de cajou, de banane dessert, de coton graine et de sucre augmentent alors que celles de l'ananas, du café et du cacao affichent des baisses.

La **noix de cajou** enregistre une hausse de production de 26,6% pour atteindre 803 119,0 tonnes. Cette évolution positive fait suite à des conditions agronomiques favorables, à un meilleur système de suivi statistique et à une réduction des fuites par les frontières terrestres. Toutefois, la filière a été confrontée à des difficultés de

commercialisation liées à la baisse des cours internationaux. Dans ce contexte, le Gouvernement a apporté un soutien au prix au producteur, à travers le PURGA, afin de permettre le respect du prix minimum d'achat de 400 FCFA fixé en début de campagne. Ces difficultés de commercialisation ont mis en exergue l'insuffisance des structures de stockage de la production et affecté la qualité du produit. Cependant, il est observé une reprise des flux de commercialisation avec un accroissement des quantités exportées de 9,3% à fin octobre 2020 contre une contraction de 18,0% à fin juin 2020.

La production de **banane dessert** s'établit à 414 725,7 tonnes, en accroissement de 5,1%. La filière continue de tirer profit des investissements réalisés et de l'exécution de la stratégie gouvernementale visant

notamment à accroître la productivité du secteur. Pour contrer les effets négatifs de la Covid-19, la filière a bénéficié d'un appui financier dans le cadre de l'exécution du PURGA. En outre, le fait que la filière soit essentiellement constituée de grandes sociétés étrangères a permis de contourner les difficultés issues du dysfonctionnement des circuits de commercialisation.

Au niveau du **sucre**, la production est ressortie à 121 986,5 tonnes en hausse de 4,8%. Les investissements prévus dans la filière devraient contribuer à accroître davantage sa production et sa compétitivité.

Tableau 1: Principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	10 mois 2019	10 mois 2020	Variation (%)	Prév 2020
Cacao*	1 091 272,2	1 011 789,7	-7,5	-8,3
Café*	94 109,3	83 002,8	-11,8	-10,1
Noix de cajou	634 378,0	803 119,0	26,6	42,1
Ananas	39 066,1	32 984,9	-15,6	13,3
Banane dessert	394 431,3	414 725,7	5,1	22,0
Coton graine**	360 073,5	368 026,1	2,2	2,2
Sucre	116 411,7	121 985,6	4,8	1,5

Sources : DGE, OPA, MINADER

*Données à fin septembre 2020

**Fin de campagne

La campagne 2019-2020 du **coton graine** s'est achevée en mai avec une production en augmentation de 4,5% par rapport à la campagne précédente.

A l'inverse, dans la filière **ananas** le repli de la production s'amplifie, passant à 15,6% après 7,2% à fin juin 2020. Cette filière, constituée en grande partie de petits producteurs, subit de plein fouet la perturbation des circuits de

commercialisation du fait de la Covid-19. Un accroissement des pertes post récoltes est observé. La filière devrait bénéficier d'un appui financier afin de relancer la production et d'augmenter la compétitivité de la filière.

Les productions de **cacao** et de **café**, sur les neuf premiers mois de l'année, s'affichent respectivement en baisse de 7,3% et 11,8%, en lien notamment avec le vieillissement du verger et les mesures prises par le Gouvernement pour la préservation du couvert végétal à travers la promotion d'une production durable dans ces filières. Sur cette période, le revenu brut cumulé perçu par les producteurs de café a accusé un repli de 11,8% avec un prix garanti au producteur de 700 FCFA/Kg identique à celui de 2019. A contrario, le revenu brut cumulé reçu par les producteurs de cacao est ressorti en augmentation de 2,0%, grâce à l'accroissement des prix.

Pour la campagne principale 2020-2021 qui a démarré le 1^{er} octobre 2020, le prix d'achat bord champ du cacao est fixé à 1 000 Franc CFA/Kg contre 825 Franc CFA/kg la campagne précédente.

Secteur secondaire

L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) connaît un repli de 2,7% au mois d'août 2020, en glissement annuel. Cette évolution est attribuable essentiellement à la contraction des « industries extractives » (-14,5%) en dépit de l'augmentation des « industries manufacturières » (+2,4%), des « industries de production et de distribution d'électricité de gaz et d'eau » (+8,8%) et des « industries environnementales » (+0,4%).

Sur les huit premiers mois de l'année 2020, la production industrielle ressort en repli de

3,2% après une baisse de 3,3% à fin juillet 2020. Ce fléchissement provient de l'effet conjugué de la baisse des activités des « industries extractives » (-6,4%) et des « industries manufacturières » (-2,7%), et de la progression de celles des « industries de production et de distribution d'électricité de gaz et d'eau » (+4,7%) ainsi que des « industries environnementales » (+2,6%).

Les industries manufacturières subissent notamment le retrait d'activités des divisions « fabrication de produits alimentaires » (-7,2%) et « raffinage pétrolier, cokéfaction » (-6,2%) tandis que les divisions « travail du caoutchouc et du plastique » (+0,5%), « fabrication de produits chimiques » (+3,8%) et métallurgie (+50,7%) enregistrent une hausse d'activité.

Quant aux industries extractives, elles pâtissent principalement du fléchissement de la production de la division « extraction d'hydrocarbures » (-15,3%), en dépit de l'accroissement de l'extraction de minerais métalliques (+19,9%).

A fin octobre 2020, La division « extraction d'hydrocarbures », enregistre une contraction de la production de pétrole brut de 21,4%, en lien notamment avec la chute des rendements des principaux blocs CI-40 (-22,9%) et CI-26 (-23,1%) représentant plus de 90% de la production nationale. En ce qui concerne la production de gaz naturel, elle augmente de 4,5%, impulsée notamment par les performances enregistrées sur les champs CI-11 (+33,8%) et CI-27 (+16,5%).

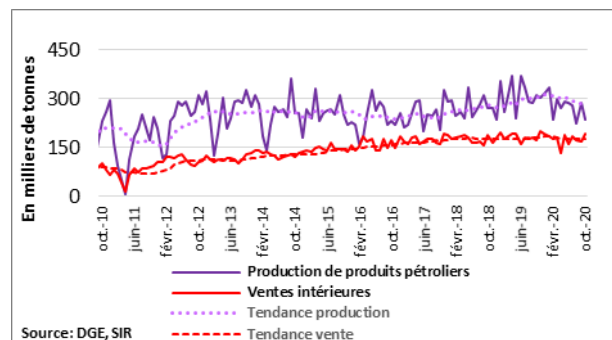
La division « extraction de minerais métalliques » continue d'enregistrer de bonnes performances, avec la hausse des productions d'or (+20,6%), de diamant (+4,4%), de nickel (+203,5%) et de

manganèse (+13,8%). L'extraction de bauxite a, quant à elle, démarré en 2020 avec une production de 272 294,5 tonnes à fin septembre 2020.

Au niveau des « industries manufacturières », l'activité devrait se relever, au vu de la hausse des exportations en volume de produits manufacturés de 1,1%.

La production de produits pétroliers demeure en baisse (-12,1%), en raison du recul de la demande nationale (-3,8%) et des ventes à l'export (-22,2%).

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



La production d'électricité s'accroît de 6,1%, tirée par la progression de la production de source thermique (+11,3%) malgré le repli de la production de source hydraulique (-4,5%). Elle est soutenue par la vigueur de la consommation intérieure (+7,6%) et des exportations (+14,4%).

A fin août 2020, l'indicateur avancé des BTP continue de décélérer. Il enregistre une hausse de 2,5% après +3,0% à fin juillet et +4,0% à fin juin 2020. Le maintien en hausse de l'indicateur avancé du BTP est attribuable à la poursuite des grands projets d'investissement publics malgré la crise sanitaire. Cet indicateur bénéficie essentiellement de l'accroissement de la consommation de « bitume » (+13,5%), de « câbles et fils électriques » (+82,4%) et de « béton » (+9,5%) amoindri par la baisse de

la consommation de ciment (-5,2%) et de gravier (-1,3%).

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est caractérisé par une baisse d'activités consécutive aux effets néfastes des mesures de lutte contre la Covid-19. Cette contreperformance est perceptible au niveau de l'ensemble des branches, excepté les télécommunications qui enregistrent une progression aussi bien du chiffre d'affaires que du volume de communication.

L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail enregistre un recul de 3,8% à fin octobre 2020, toutefois moins prononcé que le repli de 4,1% observé à fin septembre 2020. L'ICA pâtit notamment de la contraction des chiffres d'affaires au niveau des branches « produits de l'alimentation » (-7,9%), « produits pharmaceutiques et médicaux » (-3,1%) et « produits pétroliers » (-3,9%) atténuée par la hausse des ventes des « produits d'équipement du logement » (+12,5%) et des « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+0,6%).

Concernant les transports, le nombre de passagers commerciaux dans le **transport aérien** se redresse progressivement après le creux enregistré au mois d'avril 2020. Cependant, au mois d'octobre 2020, le niveau de passagers accuse une baisse de 52,3% en glissement annuel. Sur les dix premiers mois de l'année 2020, le nombre de passagers commerciaux affiche un fléchissement de 61,2% après une baisse de 73,6% à fin septembre 2020.

Dans le **transport ferroviaire**, le trafic de marchandises se contracte de 7,7% moins fortement qu'à fin septembre 2020 (-9,6%). Ce repli est imputable à la morosité des

échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (-6,1%).

De même, dans le **transport maritime**, le trafic de marchandise recule de 3,5% après -4,5% à fin septembre 2020. La baisse découle à la fois du port d'Abidjan et du port de San Pedro qui enregistrent respectivement des contractions de 3,5% et 3,7% du trafic de marchandises.

Quant au **transport routier**, il enregistrerait un repli de 0,2% sur la période sous revue, au regard de l'évolution de la consommation des carburants « super » et « gasoil ».

Les **télécommunications** poursuivent l'embellie enregistrée depuis le début de l'année de l'ensemble des composantes, en raison d'une plus grande sollicitation des services pour remédier aux contraintes imposées par les mesures de distanciation physiques. Ainsi, sur les neuf (9) premiers mois de l'année 2020, le chiffre d'affaires global ressort en hausse 7,8%, grâce essentiellement au dynamisme observé au niveau de la téléphonie mobile (+8,9%) et de l'internet fixe (+20,8%). La téléphonie mobile tire profit de l'accroissement du trafic voix de 55,1% et du trafic SMS de 24,3%.

De même, à la fin du mois de septembre 2020, le nombre d'abonnements total affiche une augmentation de 5,4% en glissement annuel, porté par ceux de la téléphonie mobile (+5,4%) et l'internet fixe (+18,8%).

Prix à la consommation

Au mois d'octobre 2020, le prix moyen à la consommation a connu un accroissement de 3,1%, essentiellement dû au renchérissement des prix des produits alimentaires, en lien avec les difficultés

d'approvisionnement dues à la crise préélectorale.

En moyenne sur les dix (10) premiers mois de l'année 2020, le prix moyen à la consommation s'accroît de 2,5%, suite au renchérissement conjoint des prix de la composante comestible (+4,4%) et de celle non comestible (+1,6%).

La hausse des prix des produits comestibles est imputable aux « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+4,5%) et aux « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+0,6%), en particulier aux « tubercules et plantains » (+17,4%), aux fruits (+11,5%), aux légumes frais (+8,5%), aux poissons (+5,1%) ainsi qu'aux « tabac et stupéfiants » (+2,1%).

S'agissant des produits non comestibles, leurs prix augmentent en lien essentiellement avec l'accroissement de prix des articles d'habillement et chaussures (+1,8%), des transports (+2,1) et des restaurants et hôtels (+1,5%).

En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'établit à 2,3%, en conformité avec la norme communautaire de maximum 3%.

Emploi

La situation du marché de l'emploi formel est marquée par la hausse de 6,5% du nombre de salariés sur un an pour se situer à 1 105 315. Cette vigueur du marché de l'emploi provient conjointement du secteur public (+8,4%) et du secteur privé (+6,0%).

Dans l'ensemble, en 2020, le marché du travail a bénéficié du soutien du Gouvernement aux entreprises sinistrées du fait de la pandémie à coronavirus. En effet, cet appui et la relative maîtrise de la pandémie au plan national ont permis de préserver des emplois.

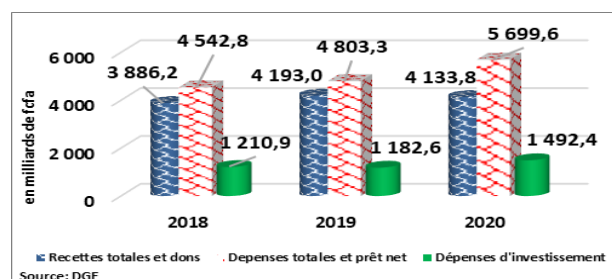
Finances publiques

La situation des finances publiques, sur les dix (10) premiers mois de l'année 2020, est caractérisée par un reflux des recettes totales et dons de 1,4% en glissement annuel pour ressortir à 4 133,8 milliards.

Ce recul est imputable à la réduction des dons de 84,4 milliards. Toutefois, les recettes fiscales (y/c recettes affectées et parafiscalité) s'affichent en hausse de 21,2 milliards, en dépit de la baisse des recettes affectées (-40,2 milliards). De même, les recettes non fiscales augmentent de 4,0 milliards comparativement à fin octobre 2019.

Les recettes fiscales bénéficient essentiellement de la progression enregistrée sur le recouvrement de la taxe « BIC hors pétrole » (+29,1 milliards) et des taxes sur les produits pétroliers (+91,1 milliards). L'accroissement des recettes non fiscales provient principalement des recettes de services (+7,2 milliards) et des autres recettes de sécurité sociale (+46,4 milliards).

Graphique 2 : Evolution des recettes et dons par rapport aux objectifs à fin octobre 2020



En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, leur niveau d'exécution se situe à 5 699,6 milliards, en augmentation de 18,7%. Cette évolution est imputable à l'accroissement des dépenses de personnel (+131,3 milliards), des subventions et autres transferts (+130,7 milliards), des dépenses

de fonctionnement (+141,0 milliards), des dépenses d'investissement (+309,8 milliards) et des dépenses de sécurité (+110,4 milliards).

Pour financer le déficit budgétaire de 1 565,7 milliards ainsi que les échéances du capital de la dette publique due qui se sont établies à 2 101,4 milliards (1 829,0 milliards de dette intérieure et 272,4 milliards de dette extérieure), la Côte d'Ivoire a eu recours au marché monétaire et financier à hauteur de 2 904,7 milliards. Ces émissions comprennent 1 656,8 milliards de bons du trésor (dont 1 498,5 milliards de bons de trésorerie), 591,4 milliards d'emprunts obligataires et 655,5 milliards d'obligations du trésor.

Echanges extérieurs

Au mois d'octobre 2020, en glissement annuel, le commerce extérieur en valeur, hors biens exceptionnels, enregistre une baisse des exportations de 2,6% et une hausse des importations de 5,2%.

Sur les dix (10) premiers mois de l'année, les importations de biens en valeur reculent de 2,7%, essentiellement en raison de la chute des prix de 8,2%. Quant aux exportations en valeur, elles baissent de 4,0%, sous l'effet du repli des volumes et des prix respectivement de 0,6% et de 3,5%.

Les exportations sont affectées par la diminution des ventes en valeur des produits primaires (-2,1%), des produits transformés (-5,8%) et des produits miniers (-5,6%). En effet, la progression des exportations des produits tels que la noix de cajou (+11,0%), le caoutchouc naturel (+12,8%), le cacao transformé (+8,5%) et l'or brut (+30,8%) n'a pas compensé la baisse des exportations des produits comme

le cacao fèves (-2,8%), le coton masse (-39,6%), le pétrole brut (-48,7%) et les « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (-31,8%).

En ce qui concerne les importations en valeur, elles régressent suite au fléchissement des achats de biens de consommation (-3,0%) et des biens intermédiaires (-6,6%). Les achats de produits concernés par ces contractions sont ceux de riz (-21,7%), de « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (-28,0%), de pétrole brut (-7,3%) et de « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (-10,4%). En revanche, les importations de biens d'équipement progressent de 5,3%, en lien avec la hausse des achats de machines électriques (+15,5%) et de machines mécaniques (+6,0%).

Il ressort de ces évolutions une amélioration des termes de l'échange de 5,2% et un solde commercial hors biens exceptionnels excédentaire de 553,6 milliards, en deçà de l'excédent de 650,6 milliards enregistré à la même période de l'année 2019.

Situation monétaire et financière

La situation monétaire et financière est marquée par la hausse du financement intérieur bancaire sur les dix premiers mois de l'année 2020. Le marché boursier enregistre un accroissement de l'indice BRVM composite au mois d'octobre 2020.

Situation monétaire

La masse monétaire au sens large (M2) progresse de 21,9% (+2 158,1 milliards), en glissement annuel. Cette évolution est caractérisée par la hausse conjointe des actifs extérieurs nets de 37,1% (+694,9 milliards) et des créances intérieures de

15,3% (+1 517,2 milliards). Les créances intérieures sont tirées par l'augmentation aussi bien des créances sur l'économie (+7,1% ; +505,0 milliards) que des créances nettes sur l'Administration centrale (36,1% ; +1 012,1 milliards).

Concernant les activités bancaires au cours du mois d'octobre 2020, le montant global des crédits ordinaires ressort en hausse de 44,7% (+208,3 milliards) en glissement annuel. Cette évolution est imputable notamment à l'augmentation des crédits de trésorerie (+91,5 milliards), des crédits à la consommation (+54,5 milliards), des crédits immobiliers (+45,7 milliards) et des crédits d'équipement (+27,4 milliards). Par ailleurs, la durée moyenne des crédits augmente de 1,2 mois comparé à octobre 2019.

En terme cumulé sur les dix premiers mois de l'année 2020, le montant des nouvelles mises en place des crédits ordinaires affiche un accroissement de 14,4% (+583,2 milliards) attribuable essentiellement aux crédits octroyés aux « Particuliers » (+385,1 milliards), aux « Autres sociétés » (+206,5 milliards) et aux « clients divers » (+116,7 milliards). Quant aux dépôts, ils baissent de 2,1% (-36,4 milliards) par rapport à leur niveau d'octobre 2019.

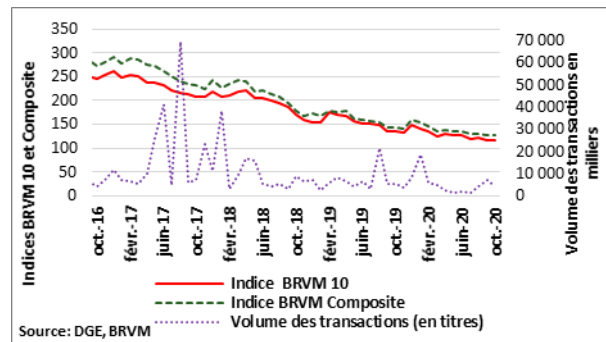
Marché boursier

L'activité boursière dans l'UEMOA est caractérisée au mois d'octobre 2020 par une hausse de l'indice BRVM composite de 1,5% et un recul de l'indice BRVM 10 de 0,2%, comparés à leurs niveaux du mois précédent.

Toutefois, sur les dix premiers mois de l'année 2020, les indices BRVM 10 et BRVM composite restent en baisse respectivement de 18,4% et 16,0%. Ce recul est consécutif aux contreperformances enregistrées au niveau des principales branches, notamment

« l'agriculture » (-23,5%), « l'industrie » (-23,8%) et « le service public » (-22,8%).

Graphique 3 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



S'agissant de la capitalisation boursière, elle croît de 15,4%, sous l'effet combiné de la hausse de celle du marché des obligations de 40,9% et du retrait de celle du marché des actions de 8,8%. Par ailleurs, la valeur transigée augmente de 68,1%, en dépit du retrait du volume transigé de 25,5% en glissement annuel.

En conclusion, grâce à l'assouplissement des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus et à la poursuite de l'exécution des grands projets d'investissement publics, l'économie ivoirienne se redresse progressivement notamment dans le secteur tertiaire. Le secteur secondaire reste en baisse et le secteur primaire, en dépit d'une évolution globalement favorable, reste marqué par des difficultés de commercialisation dans certaines filières.

La seconde vague de contaminations qui s'annonce dans les pays européens fait craindre une lenteur de la reprise du commerce mondial qui pourrait impacter négativement l'économie nationale. Toutefois, l'annonce du démarrage prochain de la vaccination dans plusieurs pays laisse entrevoir une maîtrise de la pandémie dans le courant de l'année 2021.

Tableau de bord

	Mars-20	Avril-20	Mai-20	Juin-20	Juil-20	Août-20	Sept-20	Oct-20	Variations en glissement (Cumul de la période)
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-51,7%	-74,0%	-58,7%	-37,3%	-32,4%	-24,1%	-34,9%	-32,7%	-36,3%
Cours du Cacao	6,3%	-2,6%	0,0%	-7,4%	-13,0%	7,0%	6,7%	-5,9%	2,4%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-2,1%	-3,3%	-2,5%	-0,3%	2,2%	6,3%	7,2%	6,5%	0,7%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao	-7,1%	nd	nd	-19,5%	nd	nd	42,4%	nd	-12,5%
Café	-2,8%	nd	nd	-57,2%	nd	nd	-75,7%	nd	-10,9%
Coton graine	-7,7%	8,6%	-55,1%	nc	nc	nc	nc	nc	2,2%
Noix de cajou	-5,7%	-11,5%	118,2%	-28,4%	38,8%	94,1%	950,0%	1281,6%	26,6%
Secondaire									
IHPI global	-0,6%	-9,0%	-9,3%	-0,6%	-5,9%	-2,7%	nd	nd	-3,2%
IHPI hors extraction	-0,6%	-9,0%	-9,2%	-0,5%	-2,9%	3,1%	nd	nd	-1,9%
Industrie manufacturière	-0,7%	-7,7%	-8,8%	0,9%	-3,6%	2,4%	nd	nd	-2,7%
Electricité, gaz	3,6%	0,6%	4,1%	3,7%	3,6%	9,7%	nd	nd	5,5%
BTP	24,1%	-13,1%	-4,4%	-0,3%	-1,3%	1,7%	nd	nd	2,5%
Production d'électricité	3,9%	1,8%	5,6%	5,2%	3,6%	9,7%	8,3%	nd	nc
Production de produits pétroliers	-4,0%	-27,1%	21,2%	-21,6%	-16,3%	-23,9%	1,1%	-23,9%	-12,1%
Pétrole brut	-34,6%	-28,2%	-21,4%	-23,1%	-22,0%	-18,0%	-13,0%	-10,7%	-21,4%
Gaz naturel	0,4%	1,1%	7,7%	1,2%	-4,8%	8,1%	11,4%	13,1%	4,5%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	3,6%	-13,3%	-19,7%	-4,7%	-5,2%	-1,9%	2,2%	-1,2%	-3,8%
Trafic global maritime	-3,8%	-28,0%	6,7%	0,2%	-1,4%	1,7%	-2,7%	5,1%	-3,5%
Total voyageurs aérien	-45,8%	-99,2%	-98,5%	-97,7%	-83,7%	-67,2%	-57,9%	-52,3%	-61,2%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-19,4%	-6,3%	0,3%	-25,8%	-31,3%	-10,9%	14,3%	9,4%	-7,7%
Echanges extérieurs¹									
Exportation en volume	-25,6%	13,3%	-15,4%	17,0%	-17,6%	5,9%	7,5%	14,4%	-3,7%
Importation en volume	1,4%	-16,9%	-4,0%	33,2%	-3,1%	20,0%	1,3%	31,4%	4,8%
Exportation en valeur	-8,1%	-13,6%	-20,2%	-5,9%	-14,6%	-6,9%	6,0%	2,6%	-4,0%
Importation en valeur	-4,2%	-2,8%	-7,1%	4,2%	-3,1%	6,9%	-8,6%	5,2%	-2,7%
Solde commercial ²	203,6	-28,5	-1,1	144,9	-140,8	-53,2	-37,5	23,4	553,59
Financement									
Masse Monétaire (M2)	11,4%	11,7%	14,8%	15,6%	17,2%	18,2%	18,7%	21,9%	21,9%
Actifs Extérieurs Nets	31,2%	53,2%	43,2%	62,2%	41,7%	57,7%	49,6%	37,1%	37,1%
Créances intérieures	8,3%	6,8%	10,7%	7,7%	7,5%	9,9%	9,8%	15,3%	15,3%
Créances nettes sur l'AC	20,7%	17,5%	19,8%	15,2%	4,0%	15,6%	21,7%	36,1%	36,1%
Créances sur l'économie	4,0%	3,1%	7,4%	4,8%	8,9%	7,5%	4,9%	7,1%	7,1%
BRVM composite	-23,2%	-22,6%	-17,1%	-14,0%	-18,2%	-14,7%	-11,3%	-9,6%	-16,0%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	1,0%	-18,6%	-15,7%	-18,3%	5,9%	14,6%	15,6%	0,0%	-1,4%
Dépenses totales & Prêts nets	25,7%	-10,8%	27,8%	29,0%	0,1%	62,5%	55,2%	37,8%	18,7%
Investissement public	11,4%	-65,2%	98,3%	90,7%	-13,7%	139,1%	112,5%	120,8%	26,2%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-248,77	-83,65	-208,03	-394,93	-170,31	-228,00	-150,28	-195,52	-1565,72
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	2,4%	2,3%	2,3%	2,8%	2,7%	2,7%	1,9%	3,1%	2,5%
Indice des biens alimentaires	5,7%	5,6%	3,6%	4,8%	4,4%	4,6%	2,3%	5,0%	4,5%
IHPC hors biens alimentaires	1,1%	0,9%	1,7%	2,0%	2,0%	2,0%	1,8%	2,2%	1,6%
Emploi									
Salariés secteur formel	3,0%	1,2%	1,7%	2,8%	2,5%	4,9%	6,0%	6,5%	6,5%
Salariés secteur formel privé	0,5%	0,3%	0,9%	2,4%	1,7%	4,6%	5,6%	6,0%	6,0%

Direction Générale de l'Economie
 Direction des Prévisions, des Politiques
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)
 Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :
 Sous-Direction de la Conjoncture
 Email : sdcdppse@dge.gouv.ci
 Tel : +(225)20200924/20200925

¹ Hors biens exceptionnels
² En milliards de FCFA